FAQ : que voulons-nous ?

Pourquoi « CLAIRE »

Pour le **C**ommunisme, la **L**utte **A**uto-organisée, **I**nternationaliste et **RE**volutionnaire. Ce sont quelques points sur lesquels nous voulons insister dans le NPA. Avec ce jeu de mots, nous voulons aussi affirmer clairement que nous sommes de celles et ceux qui veulent un NPA qui assume ces idées.

 Plateforme *« Pour le communisme autogestionnaire ! »*

La lutte des classes et le communisme

La lutte des classes, cela existe encore ?

Pour le multimilliardaire américain Warren Buffet, il n'y a pas de débat : *« Il y a une lutte des classes, évidemment, mais c'est ma classe, la classe des riches qui mène la lutte. Et nous sommes en train de gagner. »* Et les chiffres lui donnent raison. Aux Etats-Unis, les 100 plus importants PDG gagnent chacun en moyenne 1000 fois plus que leurs salariés ordinaires. Plus largement, 20% de la population mondiale consomme 80% des ressources de la planète. Et ces inégalités ne font que se creuser, parce qu'elles sont le fruit de l'exploitation des travailleur-se-s par les capitalistes. La richesse mondiale a doublé dans les années 2000, pourtant les salaires ont baissé et le chômage a explosé. Pendant qu'un vieux rentier choisit son nouveau yacht, 450 SDF meurent chaque année. Pendant qu'une poignée de jeunes héritent des entreprises dynastiques, le chômage des jeunes dépasse 50% dans 5 pays d'Europe.

 Actualité de la lutte des classes

Mais est-ce que le mérite ne doit pas être récompensé ?

Les bourgeois et les politiciens à leur service répètent partout que les différences de richesses sont dues au "mérite" et au "travail" de chacun... Est-ce qu'un PDG travaille vraiment 1000 fois plus qu'un-e de ses salarié-e-s ? L'actionnaire principale de L'Oréal, Liliane Bettencourt, n'a quasiment jamais travaillé et son "mérite" est d'avoir hérité d'une des plus grosses multinationales des cosmétiques. Cela n'empêche pas un escroc comme Sarkozy de lui faire des courbettes pendant qu'il fait des discours sur "la France qui se lève tôt" et fait la morale aux "fainéant-e-s"...

La priorité c'est d'assurer l'égalité des chances alors ?

L'égalité des chances est un mythe, un conte pour enfants. Depuis tout petit on nous transmet l'idée que tout dépend de nous : travaille bien à l'école et tu auras un bon métier. Si tout le monde a cette fameuse égalité des chances, alors pourquoi 70 % des enfants de cadre exercent un emploi d'encadrement tandis que 70 % des enfants d'ouvriers/ères occupent un emploi d'exécution ? Pourquoi trouve-t-on dans les universités et classes prépa 50% d'enfants de cadres et seulement 9% d'enfants d'ouvrier ? Pourquoi à l'inverse parmi les jeunes en CAP / BEP trouve-t-on 22% des enfants d'ouvriers/ères et 4% d'enfants de cadres ?

D'accord, mais est-ce qu'il ne suffit pas de limiter les excès ?

La lutte des classes découle des intérêts contradictoires des classes sociales dans la production et le contrôle des richesses. Elle existera tant qu'il existera des salarié.e.s et des patrons, c'est-à-dire des personnes dont les moyens pour vivre dépendent principalement du fait que d'autres veuillent bien les employer, au prétexte que ces derniers possèdent les moyens de production (capitaux, bureaux, usines...). Les patrons et les actionnaires cherchent à maintenir ou maximiser leurs profits en intensifiant l'exploitation des salarié.e.s (baisses de salaires, augmentation de la charge de travail...).
Même si ponctuellement les salarié.e.s peuvent réussir à imposer leurs intérêts aux patrons, la bourgeoisie garde globalement le pouvoir politique sur la société. C'est pourquoi la lutte des classes ne prendra fin que lorsque les travailleurs/ses auront aboli ce qui fonde l'existence et le pouvoir de la bourgeoisie : la propriété privée des moyens de production.

Vous voulez que tout le monde ait le même salaire ?

Nous ne voulons pas imposer une utopie sortie de nos rêves, mais permettre que la majorité qui travaille et produit les richesses décide de ses propres règles, en se dressant contre l'exploitation. Il est certain que cela voudrait dire mettre fin aux écarts complètement surréalistes de revenus, interdire les dépassements d'honoraires, et dire clairement aux rentiers : *« qui ne travaille pas ne mange pas ! »* La nouvelle société hériterait sans doute de quelques écarts de revenus que les travailleur-se-s

trouveraient normaux (1 à 3 par exemple). Le critère du temps de travail fourni serait la base, devenue réelle. Un travailleur qui choisirait d'être à mi-temps gagnerait toujours deux fois moins. Mais on peut supposer que l'appât du gain s'effriterait en même temps que la logique marchande et consumériste. Car une autre logique, qui existe déjà de façon embryonnaire, pourrait alors se développer, celle de la satisfaction des besoins par des services publics gratuits. Si cette sphère gagne de l'importance, on peut imaginer à terme une société communiste où l'on ne penserait plus à "compter" ce qu'un(e)tel(le) a produit pour lui donner tant. C'est à dire, une société sans argent.

Que faites-vous de la différence entre travail manuel et intellectuel?

Aujourd'hui, cette différence correspond les trois quarts du temps à une hiérarchie inavouée. Mais la "normalité" évoluerait vite dans une société reposant sur des bases radicalement différentes. Ce que l'on croit aujourd'hui être des "capacités naturelles" (pour les études par exemple) se diffuserait largement, les métiers changeraient beaucoup plus facilement, et les critères méritocratiques seraient chamboulés. Par exemple, on se souciera sans doute de mieux payer les travaux pénibles aujourd'hui souvent méprisés, on aura plus une vision en termes d'envies et de goûts que de "niveaux d'études" (correspondant à une hiérarchie...).

Le communisme n’a-t-il pas fait des millions de morts ?

Certains régimes qui se réclamaient du communisme - ceux de Staline, Mao, Pol Pot... - ont tué des millions de personnes en tout. Les communistes dont nous nous revendiquons ont toujours été les premières victimes de ces tyrannies. Staline a par exemple fait exécuter toute la génération de militant-e-s qui ont fait la révolution russe de 1917. Nous étions, sommes et serons des ennemis irréconciliables de ces régimes staliniens. Mais il est absurde de dire que c'est le "communisme" qui a causé ces morts. Ces sociétés n'avaient rien de communiste. Il ne vient à l'idée de personne d'additionner les victimes des régimes qui se disaient "démocratiques" pour en faire un "livre noir de la démocratie". Enfin et surtout, tous ces régimes, ainsi que les régimes fascistes, n'auraient jamais pu exister si le monde n'était pas déchiré par une lutte de classe impitoyable. Le capitalisme reste la raison principale des drames que l'humanité a connu et continue de connaître.

Le capitalisme n’a-t-il pas gagné sur le communisme ?

Au début des années 1990, avec l'écroulement de l'URSS, le capitalisme semblait triomphant. Les économistes vantaient tous le capitalisme et les pseudo-philosophes prétendaient que l'on avait atteint la "fin de l'histoire"... Pourtant dès les années 1970, l'économie capitaliste n'était déjà plus aussi dynamique, et la grande crise de 2008 est venue rappeler combien il n'a pas "gagné". Mais surtout, le capitalisme n'a pas gagné sur le "communisme", mais sur des pays de l'Est qui étaient dès le départ plus pauvres,

et où des dictatures ont tout misé sur le militarisme pour se maintenir en place. Nous restons convaincus que le communisme réel, autogestionnaire, remplacera définitivement le capitalisme si les travailleur-se-s parviennent à le mettre en place.

La démocratie et l’autogestion

Au moins le capitalisme a apporté la démocratie non ?

Le capitalisme a tendance à être plus démocratique que les sociétés esclavagistes ou les monarchies féodales. Mais concrètement c'est une démocratie organisée par et pour la classe bourgeoise, pour que les gens importants puissent décider entre eux de comment gérer leur système. Il suffit de se rappeler que les premières élections ont été organisées avec un suffrage censitaire (seuls ceux qui étaient assez riches pouvaient voter !), et que les simples travailleur-se-s ont dû se battre pour imposer leur droit de participer.

Mais aujourd'hui, chaque citoyen dispose d'un droit de vote égal ?

En réalité, passé les premières frayeurs, les capitalistes se sont rendus compte que le droit de vote pour tou-te-s ne les empêchait pas de garder leur pouvoir. Premièrement, les candidats aux élections sont majoritairement... des bourgeois. Qui a le temps, les connaissances, le réseau d'influence pour se lancer en politique et faire campagne ? Des gens qui finalement, ont en général assez peu de choses à reprocher au système. Si un employé ou une ouvrière se retrouve à passer au travers de ce genre de filtre invisible, que va-t-il se passer ensuite ? Un revenu de député de 10 000 €, et en général pour la vie, sans retour vers le monde du travail de la majorité de la population. Bien sûr, cela a des conséquences sur l'idéologie de ces élus... Pourquoi 60% des ouvriers/ères s'abstiennent ? Parce qu'ils sont celles et ceux pour qui le droit de vote est le plus virtuel, et ne change quasiment rien.

Si nous obtenons une majorité par les urnes, c'est gagné ?

Malgré tous ces obstacles, il y a parfois des vagues d'espoirs lorsque le peuple travailleur croit sincèrement qu'un parti peut donner *enfin* un coup de balais et tout changer. La démocratie inquiète parfois les riches, quand des mouvements deviennent populaires rapidement, et menacent de venir perturber leur business. Très souvent, plus de peur que de mal, et les trouble-fête finissent par goûter aux délices d'être admis dans la cour des grands quitte à renier leurs promesses. Il est arrivé que certains élus continuent à être détestés par les bourgeois une fois au pouvoir, et que ces bourgeois fassent tout pour dégager ces gêneurs. C'est par exemple ce qui s'est passé en 1973 avec le coup d’État au Chili contre Salvador Allende. Certains bourgeois n'hésitent pas à assumer que c'était mieux comme ça, comme Friedrich Hayek qui disait à propos du régime militaire chilien : « *Personnellement je préfère un dictateur libéral plutôt qu'un gouvernement démocratique manquant de libéralisme.* »

Les politiciens refusent donc délibérément de faire une politique en faveur de la majorité ?

Oui et non. Bien sûr, une bonne partie d'entre eux sont devenus complètement pourris par les privilèges. On pense aux hypocrites comme Cahuzac qui prétendait combattre la fraude fiscale, alors qu'il était lui même un fraudeur professionnel. Ou aux Tapie, Balkany, Sarkozy, Chirac, Pasqua, Tiberi... Mais malgré l'obscénité des sommes qu'ils détournent, la crise sociale n'est pas vraiment due à leur malhonnêteté. Des politiciens véreux, il y en avait aussi dans les périodes de croissance du capitalisme. S'il y avait un moyen simple pour un parti de donner des emplois et de bons salaires à tout le monde, il serait sans doute tenté de le faire, pour rester au pouvoir et... continuer à en profiter. C'est l'économie capitaliste qui exige toujours plus de sacrifices de la part des travailleur-se-s.

Faut-il sacrifier la liberté pour avoir l'égalité ?

Il faut évidemment supprimer la "liberté" qu'a un patron d'embaucher et virer des salarié-e-s ou sa "liberté" de décider si oui ou non il veut investir dans le pétrole, etc. Pour l'immense majorité de l'humanité, cela sera au contraire une libération ! Aujourd'hui nous avons la "liberté" de passer un contrat avec un patron pour se faire exploiter... et éviter le chômage. Remplacer la hiérarchie des patrons par des assemblées avec nos collègues, et décider par exemple de privilégier le temps libre plutôt que l'intensité du travail, cela veut dire bien plus de liberté qu'aujourd'hui.

Mais peut-on vraiment se passer de leaders ?

Dans la société capitaliste, il y a d'énormes divisions de richesses, mais aussi d'accès au savoir, de confiance en soi, etc. Les travailleurs sont habitués à obéir aux cadres, les cadres aux patrons... Il faut ajouter à cela la domination des hommes sur les femmes, la domination raciste... La hiérarchie va de pair avec la société actuelle. A l'inverse, dans une société sans privilège, où l'on grandit depuis l'enfance entre égaux et égales, qui accepterait qu'un chef prenne le pouvoir pour décider seul ? La période révolutionnaire pose bien sûr des difficultés, parce qu'elle se déroule encore sous l'influence du capitalisme. Dans les syndicats par exemple, les inégalités de la société se retrouvent partout, et favorisent l'émergence de bureaucrates. Les avantages matériels que peuvent avoir les dirigeants des syndicats grâce à l'argent de l'Etat et des patrons rend ce phénomène massif. Même dans un parti révolutionnaire, ce phénomène existe toujours plus ou moins. Le défi des révolutionnaires est de toujours favoriser la démocratie et l'émancipation des militant-e-s et des travailleur-se-s, en s'appuyant sur le fait que les luttes augmentent souvent la confiance en soi et l'expérience de ceux et celles qui y participent.

Votre société collectiviste ne va-t-elle pas écraser l'individu ?

Les régimes totalitaires ont toujours cherché à uniformiser les individus pour mieux les contrôler. Dans les sociétés capitalistes où il existe un minimum de droits pour les individus, un peu d'épanouissement individuel est possible, mais de façon souvent perverse : pour une minorité, avec des relents de snobisme et de mépris pour "les masses", etc. Notre but d'en finir avec l'exploitation et l'oppression ne tourne pas le dos à l'épanouissement individuel, mais le libère de son carcan. Le communisme permettra de cesser d'opposer collectif et individu. C'est une société dans laquelle *« le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous »* (K. Marx)

La révolution

Vous êtes pour la révolution, donc pour la violence ?

De quelle violence parle-t-on ? Le monde est ultra violent, les pays capitalistes font des guerres qui tuent de dizaines de milliers de civils par an; le monde du travail est violent (des milliers de morts par accidents du travail tous les ans en France, les salarié-e-s peuvent être mis a la porte parce que les patrons font ce qu'ils veulent) ; L'État est violent dès qu'il s'agit de défendre ses intérêts (répression des manifestations etc.) ; la police est violente ; notre société est violente quand elle laisse mourir des gens de froid dans la rue ; ... la Révolution n'a pas pour objectif d'être violente, mais face à la répression quelle est la solution ? Pour sortir de ce monde hyper violent, qui exploite, qui affame, qui mène des guerres, si la population en masse descend dans la rue, comment ça va se passer ? Qu'est-ce qu'ils vont faire en face ? Les dominants vont devenir violents, en premier, c'est inévitable... et ils commandent la police et l'armée alors, nous, on fera quoi ? S'asseoir par terre et attendre de se faire marcher dessus ? ou résister et combattre.

En gros, il s'agit de militer pour une révolution qui n'arrivera pas

En 2010, à la question "Ben Ali sera déchu dans 1 mois qu'en pensez vous ? ", n'importe quel tunisien t'aurait traité de fou. En 1954 à la question "croyez-vous possible que les français soient boutés hors d'Indochine " n'importe quel Viet Minh t'aurait ignoré et traité de fou. En 1916 à l'affirmation "le tsar va être déchu, prenez le pouvoir ouvrier--s ", on t'aurait jeté en prison. En 1789 à la question "seriez-vous d'accord pour couper la tête à Louis XVI et abolir les privilèges", on t'aurait regardé de travers, puis on t'aurait pendu et laissé sécher au soleil. Tout ça pour dire que considérer qu'une "révolution ne viendra pas", ça dépend juste du point de vue que l'on défend. Personne ne sait jamais quand une révolution arrive. Par contre, nous nous y préparons et nous y travaillons.

Mais est-ce que la révolution ne revient pas toujours au point de départ ?

Depuis que les sociétés humaines connaissent le poison de la division en classes

sociales dominantes et dominées, les révolutions peuvent donner cette impression d'éternel recommencement. Le terrible échec de la révolution russe a renforcé ce sentiment, comme l'illustre par exemple la nouvelle de G. Orwell, La ferme des animaux. Mais malgré cela, les sociétés se sont transformées. Les bourgeois ont remplacé les aristocrates, ce qui a créé à la fois des souffrances qu'on n'avait jamais imaginé (les conditions de vie en usine, les génocides d'une ampleur inégalée...) et des éléments de progrès qu'il nous faut développer (des droits démocratiques, des acquis sociaux...). Pour nous, le communisme n'est plus une utopie, mais peut être concrètement réalisé, une fois les capitalistes détrônés.

Est-ce qu'être révolutionnaire ce n'est pas être «tout ou rien» et ne jamais essayer de faire de petites choses qui font que ça va un peu mieux ?

Faire "des petites choses à son niveau", c'est très bien, et chaque militant-e révolutionnaire le fait quotidiennement (collectifs de sans papier, association de logiciel libre, théâtre engagé, AMAP, la liste est longue...). Cependant cela ne suffit pas. Prenons un exemple concret : veiller à bien éteindre les lumières pour ne pas gaspiller de l'énergie, c'est bien, mais cela n'est pas une lutte contre le nucléaire. Vivre en autonomie est une chose louable mais forcément limitée car cela consiste, plutôt qu'a lutter contre le capitalisme, à s'en détacher, donc sans réellement participer à sa mise au tapis. Utiliser le vélo plutôt que la voiture lorsque cela est possible est une très bonne initiative, mais en quoi cela permet de stopper l'extraction d'énergies fossiles ou de mettre fin aux guerres impérialistes ayant pour but l'accaparement de ces ressources ?
Toutes les luttes pour plus d'égalité, de justice, de solidarité, etc., aussi minimes soient-elles, sont importantes. Il ne faut cependant pas oublier que pour vraiment les faire aboutir il faut renverser le capitalisme (car le système capitaliste est basé sur l'exploitation). Nous devrons être tou-te-s ensembles, et non pas chacun-e-s occupé-e-s uniquement à maximiser nos "petites choses". Il faut donc faire la démonstration que c'est bien le système qui engendre tout ce pourquoi tant de gens (dont les révolutionnaires) s'indignent à juste titre, et construire la lutte collective pour le renverser.

Si vous êtes pour la révolution, pourquoi vous présenter aux élections ?

Pour nous c'est surtout un moyen de nous faire connaitre et d'afficher une alternative au système actuel. Même si l'abstention est en hausse, la majorité des électeurs/trices trouve encore une légitimité à l'Etat et à ses rituels. Aux moments des campagnes électorales, des millions de gens votent et lisent les programmes ou voient les clips. Il y a certes une part grandissante de gens, surtout parmi les plus exploités, qui sont blasés, écœurés par les élections. Mais en l'absence de grand mouvement révolutionnaire, il n'y a rien d'autre pour elles/eux que l'abstention. Même pour nous

adresser à elles/eux, lorsque que nous ne pouvons pas les convaincre de s'engager activement, les campagnes électorales peuvent être un moyen. Mais pour que ce moyen soit utilisé dans un sens révolutionnaire, il nous faut construire une organisation clairement démarquée de ce cirque, des autres politiciens, de leurs magouilles et de leur "lutte des places".

Est-ce que la nature humaine ne prendra pas toujours le dessus ?

Il n'y a pas de nature humaine figée. Dans chaque société, les hommes et les femmes ont été éduqué-e-s de façon particulière. Pendant des millions d'années, les peuples de la préhistoire trouvaient normal de partager totalement le fruit de leurs cueillettes. Pendant des centaines d'années, des peuples ont trouvé normal de réduire d'autres en esclavage. Nous sommes convaincus qu'un jour, l'humanité aura du mal à comprendre comment les aberrations du capitalisme ont pu avoir lieu.

Est-ce que vous n’êtes pas une sorte de secte ?

Nous avons des idées radicalement différentes de celles que les puissants véhiculent tous les jours, donc il est facile pour eux de nous discréditer. Mais à regarder les choses en face, ce petit monde de politiciens qui fait son rituel dans l'Assemblée, ou de PDG rivés aux cours de leurs actions, pendant que des gens crèvent à leurs portes, ce sont eux qui se mettent en dehors de l'humanité. Nos idées et nos propositions sont argumentées et adressées à tout le monde, nous n'avons rien à cacher.

Communisme, révolution… pourquoi utiliser des mots qui font peur ?

Nous sommes conscient-e-s que certains mots que nous utilisons peuvent faire peur. Nous avons aussi que le stalinisme a fait des ravages en salissant le communisme, et les médias dominants font tout pour ringardiser nos idées. Nous essayons bien sûr de ne pas choquer inutilement et de dépoussiérer notre discours. Mais le problème essentiel n’est pas dans les mots, mais dans le contenu. Ce n’est pas seulement le mot révolution qui fait peur : si nous disons « prendre de force les entreprises aux patrons et renverser les institutions à leur service », cela fait peur aussi. Les capitalistes arrivent à faire passer l’idée qu’un tel scénario est terrifiant, ce qui est bien normal. On ne contournera pas ce problème en changeant le mot, mais en réussissant à mener des luttes de classe plus en plus massives et de plus en plus politisées.

Internationalisme

Est-ce que le changement est possible à l'heure de la mondialisation ?

On entend souvent cet argument défaitiste : on ne peut rien faire de toute façon, c'est

la "mondialisation". Les politiciens l'utilisent tout le temps, ce qui est très fort venant des gens qui sont les premiers à l'organiser et à en profiter. Ce qu'ils appellent mondialisation est en fait la mise en concurrence de tou-te-s contre tou-te-s à l'échelle mondiale, sans contrainte. Les grandes multinationales en profitent directement, cela leur permet de conquérir les marchés du monde entier. Les travailleur-se-s des secteurs les plus touchés par la concurrence, par contre, la subissent. Oui la mondialisation renforce la pression économique sur la politique, qui est déjà la base du système capitaliste. Mais ces politiciens sont sensibles à cette pression parce qu'ils sont au service de ce système et des puissants. Il est toujours possible de s'opposer aux capitalistes, qui eux sont unis à l'échelle mondiale. Comme le proclamait l'Association internationale des travailleurs, *« prolétaires de tous les pays, unissons-nous ! »*

Est-ce que vous ne pensez pas qu'il y a au contraire trop de "mondialisme" ?

C'est surtout l'extrême droite qui dénonce le "mondialisme" et nous accuse d'être à son service. Il ne faut pas confondre la mondialisation organisée par et pour le profit des capitalistes, et l'internationalisme communiste des travailleurs . Les multinationales essaient de supprimer petit à petit tous les obstacles à leur organisation et au commerce mondial, en poussant à la suppression des droits de douane, du contrôle des capitaux, en poussant à la concurrence de tou-te-s contre tou-te-s, en transformant en marchandises les services publics... Ces dernières décennies, cette "libéralisation" a atteint un niveau sans précédant, sous la direction des grandes puissances et de leurs organes comme l'OMC, le FMI, la Banque Mondiale, etc. C'est la logique même du capitalisme, et nous la combattons, parce qu'elle donne toujours plus de pouvoir aux rois du monde. Mais ce n'est pas au nom des patrons français. L'exploitation n'est pas plus "soft" quand elle est uniquement entres compatriotes... (Il n'y a qu'à relire Zola). Nous opposons notre solidarité internationaliste des exploité-e-s de tous les pays, aux exploiteurs de tous les pays.

Qu'est-ce que vous pensez de l'Union européenne ?

C'est avant tout un vaste marché. Seuls, les capitalistes des pays d'Europe sont trop faibles face à la concurrence économique des États-Unis et du Japon, et cela les a poussé à s'unir de plus en plus. L'UE est un des exemples les plus aboutis de cette coordination des grands capitalistes à grande échelle (marché commun, monnaie commune...). Et par sa nature capitaliste, elle sert à mettre en place des mesures anti-sociales (privatisations, plans d'austérité, "flexibilisation" du marché du travail...). Comme les politiciens de "notre" Assemblée nationale, les politiciens de l'UE sont des bourgeois et sont nos ennemis. Nous ne pensons pas qu'il sera possible de transformer cette bureaucratie de l'intérieur. Si la révolution l'emporte dans un pays d'Europe, celui-ci devra sortir immédiatement de l'UE pour prendre des mesures anticapitalistes et se défendre face à la coalition des autres pays capitalistes. Et bien sûr, nous misons sur l'effet boule de neige et la victoire de la révolution dans les pays voisins le plus

rapidement possible. Il deviendra alors possible de s'allier avec ces pays pour construire une fédération européenne.

Tous nos articles sur l'Union européenne

A l'extrême gauche, vous êtes contre la France ?

Presque tous les politiciens, et surtout le Front national, essaient de capter de la popularité en se présentant comme les meilleurs garants de "la France". Mais de quelle France parlent-ils ? Celle de la Commune de 1871 ? Celle des grévistes de juin 1936 ou de mai 1968 ? Celle qui n'en peut plus et qui séquestre des patrons et déchire des chemises ? Non. Ils sont les héritiers des dirigeants qui ont massacré la Commune de 1871 avec l'aide de l'armée allemande, des patrons et des politiciens qui ont paniqué en 1936 et 1968 et ils sont ceux-là même qui au jour le jour soutiennent les mesures contre les travailleur-se-s. Oui, nous sommes contre la France officielle des Versaillais, de la Françafrique et des guerres d'occupation soi-disant contre le "terrorisme". Nous sommes du côté des militant-e-s qui ici en France ont lutté pour l'indépendance des colonies, pour l'annulation de la dette des pays qu'elle domine, et pour la fin des guerres pour le pétrole et l'uranium, et qui luttent contre les patrons de France et d'ailleurs.

Ce sont les délocalisations qui détruisent nos emplois n'est-ce pas ?

Dans un pays comme la France, les délocalisations détruisent une partie des emplois, environ 10%. L'essentiel de la montée du chômage, c'est la crise du capitalisme. Cela ne veut pas dire qu'il faut accepter les délocalisations passivement. Nous sommes contre, parce que nous sommes contre les patrons de multinationales et leur toute-puissance. Ils n'ont pas à employer et jeter les salarié-e-s comme des kleenex ! Mais cela veut dire que la solution ne sera jamais de chercher une "alliance nationale" pour sauver les "emplois français" contre les autres. Au contraire, cela nous enfume et nous écarte de la lutte de classe.

Économie

En baissant les salaires, les patrons baissent la consommation donc leurs profits. Ils sont stupides ?

C'est une façon de voir les choses qui fait comme si les capitalistes avaient les mêmes intérêts que les travailleur-se-s. En fait l'intérêt de chaque patron, c'est d'avoir un meilleur taux d'exploitation de ses salarié-e-s, donc de les faire travailler plus en gagnant moins, ou de façon plus cachée, en augmentant la productivité tout les payant autant... Il ne faut pas oublier que la société de consommation est récente, le capitalisme "fonctionnait" aussi (c'est-à-dire avec ses cycles de croissance et de crise) à

l'époque où les ouvrier-ères ne pouvaient quasiment rien se payer de ce qu'ils produisaient. Quand les capitalistes font des plans d'austérité, ils font ce que leur dicte ce système pourri, rien de plus.

 Pour une critique marxiste des analyses keynésiennes

Le vrai problème n'est-t-il pas que les banquiers et les actionnaires vampirisent l'économie ?

Là encore, c'est une façon de présenter les "capitalistes financiers" (spéculateurs, boursicoteurs, etc.) comme opposés aux "bons entrepreneurs" (qui investissent vraiment et créent des emplois, etc.). Quand on présente les choses comme cela, on peut (faire) croire qu'il suffirait d'empêcher ou de dissuader le "monde de la finance", pour que le capitalisme fonctionne dans l'intérêt général. Bien sûr il y a parfois des différences d'intérêt partielles entre bourgeois, mais globalement les entreprises industrielles et les entreprises financières sont très liées. Surtout, nous ne pouvons pas nous ranger du côté d'industriels qui sont aussi des patrons exploiteurs.

Que peut-on faire avec une aussi grosse dette publique ?

Il faut l'annuler ! La dette est surtout due à un cercle vicieux dû au ralentissement de l'économie capitaliste : moins de croissance, plus de chômage, lobbying des entreprises pour payer moins, moins d'impôts qui rentrent dans les caisses des Etats... Les Etats empruntent donc aux riches (notamment les banques) et le résultat est que par nos impôts, nous payons en permanence des sommes astronomiques pour rembourser les intérêts aux plus riches... qui sont déjà ceux qui profitent le plus de ce système ! Les travailleur-se-s n'ont pas à payer cette dette, et c'est pourquoi une révolution devrait l'annuler, refuser de la payer. Ce n'est pas une mesure qui peut être prise tranquillement par un gouvernement modéré : cela ferait s'écrouler des banques capitalistes, plus aucun capitaliste ne voudrait faire des affaires et prêter à ce gouvernement, etc. Cela doit aller de pair avec le reste des mesures révolutionnaires : prise de contrôle des banques et des grandes entreprises capitalistes pour ne plus se soumettre à leurs lois économiques.

 Articles sur la dette

Etes-vous pour une "révolution fiscale" comme Thomas Piketty ?

Pour mettre en place une révolution communiste, il faut bien sûr augmenter les impôts sur les plus riches, mais ce n'est pas par ce moyen que le changement passe principalement. Les impôts sont pris sur les revenus des particuliers et des entreprises, et ceux qui comme Thomas Piketty se concentrent sur l'impôt ne veulent pas changer à la racine à ces revenus. Il ne s'agit pas de taxer les très hauts revenus des actionnaires et des PDG, il s'agit de se passer des patrons et de ne plus leur verser de revenus ! Il s'agit de changer en amont la distribution, pas de prétendre faire de la redistribution

via un Etat qui reste aux mains des capitalistes. Bien sûr il faudra aussi rendre les impôts justes : supprimer les impôts indirects comme la TVA, augmenter la progressivité de l'impôt sur les revenus...

Articles sur la fiscalité

Que pensez-vous de coopératives de consommation comme les AMAP ?

La recherche d'alternatives aux supermarchés capitalistes est souvent une préoccupation progressiste, car la plupart des marchandises ont peu de traçabilité, sont conçues pour privilégier la rentabilité sur la santé ou l'environnement, etc. Les AMAP ont par ailleurs l'avantage de favoriser les circuits courts, donc de limiter les transports inutiles. Cela dit, le choix d'une AMAP impose d consacrer plus de temps à ses courses (qu'il faut de toute façon compléter par des courses ailleurs), et impose une régularité dans la consommation (acheter telle quantité de légumes toutes les semaines). L'idée de regrouper les biens de consommation dans des grandes surfaces (certes pas dans des hypermarchés accessibles uniquement en voiture) n'est pas forcément à rejeter. Dans une société gérée par les travailleur-se-s, les supermarchés pourraient être connectés aux circuits courts, débarrassés des incitations à la consommation et de la recherche de marges, etc. L'ensemble du circuit de la distribution serait une "coopérative". Dans tous les cas, les coopératives de consommation ne réorganisent pas les moyens de production.

Pourquoi ne pas miser sur la création ou la reprise d'entreprises autogérées comme les SCOP ?

Nous sommes pour l'autogestion des entreprises, donc évidemment nous sommes toujours attentif-ve-s aux expériences qui existent, comme les coopératives. Elles permettent de faire des démonstrations partielles que les travailleur-se-s peuvent se passer des patrons. La société communiste serait en quelque sorte un ensemble de coopératives reliées entre elles par de la coopération. Mais les coopératives actuelles ne sont pas dans cette situation, elles sont reliées... à des entreprises capitalistes... par les lois du marché. Les conséquences sont malheureusement décisives : mises en concurrence avec des salarié-e-s exploité-e-s pour obtenir le meilleur rendement, elles sont obligées elles aussi de s'auto-exploiter. Même si elles fonctionnent démocratiquement, la "liberté" dans ce système n'existe pas. Pire : cette pression qui diminue le temps libre et impose une forte efficacité favorise l'obéissance à des chefs, ce qui recrée souvent la hiérarchie traditionnelle dans les coopératives. De plus, pour lancer une nouvelle coopérative, il faut avoir soit du capital et accepter de le partager (ce qui est rare), soit se limiter à des secteurs modestes, qui ne menacent donc pas les grosses entreprises capitalistes. Autre possibilité que l'on voit parfois : la reprise des entreprises en faillite sous forme de SCOP. Là encore, si les capitalistes sont prêts à faire ce "cadeau", c'est souvent que l'entreprise sera très dure à récupérer...

 Article de Marx sur les coopératives de production

Crise écologique

Qu'est-ce que vous proposez face aux désastres écologiques ?

Quand on voit les cancers causés par la pollution, les tricheries de Volkswagen et la complicité des autorités, quand on voit les océans remplis de plastique et l'extinction d'une centaine d'espèces vivantes par jour, quand on voit que l'Etat veut prolonger les vieilles centrales nucléaires même après Fukushima, quand on voit des transports de marchandises par camion dans tous les sens et toujours plus de rejets de gaz à effet de serre malgré les COP21 et autres sommets inutiles, on se dit qu'il y a quelque chose de pourri dans ce système. Pour nous, c'est la façon de produire actuelle et toutes ses conséquences. C'est-à-dire une production décidée par les capitalistes en concurrence pour le profit avant tout. Sortir du capitalisme en reprenant ce pouvoir, c'est une condition nécessaire pour satisfaire nos besoins, mais aussi pour les satisfaire dans le respect des écosystèmes dont nous faisons partie.

 Articles sur l'écologie

Est-ce que vous êtes pour la décroissance ?

Les capitalistes sont toujours en train d'espérer le plus de croissance possible, parce que cela signifie que leurs affaires tournent. Cela signifie que l'on produit et qu'on vend, peu importe s'il l'on produit durablement, peu importe les besoins réels, peu importe celles et ceux qui ne peuvent pas payer... Dans la société communiste pour laquelle nous nous battons, ces questions seront au contraire au centre des discussions. Il faudra trouver le moyen du maximum de bien être, mais de façon soutenable à long terme, donc en diminuant au plus vite la consommation d'énergie, pour que le reste puisse être converti au renouvelable. Il faudra aussi diminuer la consommation de ressources naturelles en augmentant le recyclage et en stoppant l'obsolescence des produits. Tout cela sort complètement d'une logique "d'augmentation du PIB", qui ne serait plus le but. Il y aurait sans doute une croissance dans de nombreux domaines (services de santé, de loisir, d'éducation...) et dans les régions pauvres du monde, mais dans le respect des possibilités écologiques.

Contre toute oppression

Le racisme est-il vraiment un problème aujourd'hui ?

Le racisme n'ose plus s'affirmer de la même façon qu'avant, en parlant de "races inférieures". Mais le vieux fond raciste(anti-Arabes, anti-Noirs, anti-Roms, anti-Juifs...) existe toujours,il n'y a qu'à voir les discours qui continuent de circuler, à l’extrême droite mais pas seulement (comparaison des Africain-e-s à des singes, mythe du

complot juif mondial etc.). Mais il y a ces dernières années un discours raciste plus implicite qui est repris largement par les élites, y compris « de gauche », qui insiste sur la religion musulmane, qui serait incompatible avec la démocratie, le progrès, les droits des femmes... Cette islamophobie permet aux racistes de se lâcher, à l'État de justifier ses lois racistes (anti-voile...), son impérialisme (guerres aux pays musulmans)...

Articles sur le racisme

Est-ce que le racisme n'est pas inévitable ?

Certain-e-s déplorent sincèrement le racisme mais ne veulent pas voir qu'il s'agit d'un système. Il s'agirait simplement d'être « plus humain-e-s » ou« plus intelligent-e », et forcément dans ce cas on est assez pessimiste sur l'humanité. Pourquoi le 20e siècle a-t-il connu des crimes racistes de masse alors que l'éducation est au contraire plus répandue qu'avant ? On ne comprend pas notre histoire si l'on se contente de se lamenter sur la nature humaine. Nous sommes convaincu-e-s que le capitalisme, avec ses crises sociales et son inévitable impérialisme, est le principal responsable du racisme.

Le féminisme c'est toujours d'actualité ?

Oser dire que le féminisme est périmé, c'est nier la réalité. La réalité crue c'est qu'une femme meurt sous les coups de "son homme" tous les 3 jours (en France). Ou encore qu'une femme gagne en moyenne 20% de moins qu'un homme. Les lois discriminantes ont presque toutes été abolies, au bout d'un long combat (1944 pour le droit de vote, 1975 pour le droit d'ouvrir un compte en banque sans la permission de son mari...). Mais l'égalité des droits n'est qu'un début. Tout comme l'égalité des droits entre un-e pauvre et un-e riche n'a jamais signifié l'égalité réelle. Il reste donc un combat féministe à mener, un combat politique, économique, idéologique, lié mais distinct de la lutte des classes.

Articles sur le féminisme

Vous êtes pour la "théorie du genre" ?

Oui. Nous ne l'appelons pas "théorie", mais "études de genre", parce qu'il ne s'agit pas d'une hypothèse. Dans nos apparences, attitudes, choix de métiers... nous SOMMES façonné-e-s par la façon dont nous sommes éduqué-e-s, socialisé-e-s en famille et entre ami-e-s, au travail, dans la publicité etc. Quel est le rapport entre naître avec un vagin et s'habiller en rose ? Pourquoi le milieu des mathématiciens est si masculin alors que les filles ont les mêmes capacités que les garçons ? Le sexe biologique doit être distingué du genre social. Les réactionnaires présentent toujours les différences comme "naturelles" pour stigmatiser les "déviant-e-s" comme "contre-nature". Nous mettons en avant l'émancipation et la liberté.

Lesbiennes, gays, bi, trans... vous êtes pour une société plus tolérante ?

Le mot "tolérance" fait comme s'il y avait une sexualité et des catégories de comportement "normaux", "naturels", et qu'il fallait juste "tolérer les autres". La tolérance, c'est le minimum. Mais il faut aussi que chacun et chacune comprenne que la plupart de nos réactions face aux "autres" sont des préjugés, et qu'il faut essayer de s'en débarrasser. Pour que chacun-e respire plus librement.

Partis, tendances...

Pourquoi choisir de militer dans un parti et pas dans un syndicat ou une association ?

Ce n'est pas contradictoire ! Nous sommes aussi dans des syndicats comme la CGT ou la FSU, ou des associations. Peu de gens sont aujourd'hui convaincu-e-s de la nécessité de faire la révolution, et les partis révolutionnaires sont donc encore assez petits. Un nombre plus important de travailleur-se-s sont convaincus qu'ils doivent défendre ensemble leurs droits face aux patrons ou à l'administration, et adhèrent à des syndicats. De même, dans une association féministe ou écologiste, le but est de se rassembler pour être plus forts sur des objectifs de lutte. Même si nous avons aussi notre objectif communiste, nous faisons partie de ces militant-e-s qui luttent au quotidien.

Pourquoi est-ce que vous ne vous alliez pas aux autres partis ?

Cela dépend de quels partis nous parlons. Le NPA n'a pas le même but que le Parti de gauche ou le Parti communiste, qui veulent réformer le capitalisme pour le rendre plus "social". Comme expliqué dans plusieurs questions plus haut, nous pensons que c'est impossible. En plus de cela, ces deux partis refusent de s'opposer clairement au PS, qui est pourtant devenu un parti au service du MEDEF. Enfin, dans leur gestion quotidienne des institutions (Conseils régionaux, mairies...) dans lesquelles ils ont des élus, ces partis font une politique contraire aux intérêts des exploité-e-s (ils cautionnent les restrictions budgétaires, la précarité des agents publics...). La plupart du temps, ils votent pour les budgets, alors que nous sommes contre. Par cohérence, nous ne pouvons être dans le même parti. Les choses sont différentes pour les autres partis anticapitalistes, comme Lutte ouvrière. Nous avons aussi des désaccords, parfois importants, mais nous pensons qu'il faut chercher le rapprochement. De même, il nous semble important de chercher à faire des fronts anticapitalistes avec des organisations comme Alternative libertaire.

Est-ce que vous n'avez pas trop de tendances au NPA ?

Le monde capitaliste est complexe et l'objectif des révolutionnaires est difficile. Il est

inévitable que cette situation fasse émerger de nombreux débats entre militant-e-s sur la stratégie pour en finir avec ce système, sur ce que doivent dire nos porte-paroles aux médias ou aux autres partis, sur ce que nous pensons des courants féministes ou antiracistes qui existent... Un parti fonctionnant de façon saine et démocratique doit donc inévitablement être traversé par ces débats. La plupart des partis d'extrême gauche reconnaissent le droit à former des sensibilités, des tendances. Mais le droit formel ne suffit pas, il faut une réelle culture d'organisation qui pratique effectivement ce débat d'idées. Ce que l'on voit dans certains partis, comme Lutte ouvrière (congrès où la direction unique reçoit 100% des voix), est plutôt inquiétant sur la capacité à débattre pour s'adapter et évoluer. Un effet pervers de ce type de fonctionnement est que lorsque des divergences apparaissent et ne peuvent pas s'exprimer librement, cela conduit systématiquement à des ruptures (scissions, exclusions), au lieu d'une confrontation démocratique des idées. Le NPA possède une culture d'organisation relativement favorable aux débats.

Tendance CLAIRE, le 6 mars 2016